

## **Pour une Europe sociale, politique, écologique, culturelle ... et solidaire**

**A**près les élections du 13 juin la crise de légitimité de la construction européenne est désormais flagrante. La majorité parlementaire et les partis candidats à l'alternance ont escamoté le débat sur la « constitution » et n'ont pas soufflé mot des politiques libérales que le traité grave dans le marbre. Le mode de scrutin antidémocratique a eu pour résultat de laminer ou de supprimer la représentation des petites formations. La machine politico-médiatique se met en marche pour signifier aux citoyens que l'approbation de la « constitution » est incontournable, soit parce qu'en rester au traité de Nice serait une catastrophe, soit pour minimiser les enjeux de cette approbation. Ainsi Michel Rocard déclare dans *Libération* du 2 juillet : « *En dehors de quelques dispositions générales cette constitution n'est qu'un règlement intérieur de l'Europe, à peine amélioré par rapport à celui de Nice* ». Quant au non de certains socialistes, c'est une « *erreur dramatique* », ajoute Rocard, car « *cela induit un décrochage par rapport à la tradition socialiste* ».

**Le deuxième enseignement** de ces élections, il faut le tirer du parachutage non abouti de « listes altermondialistes ». La question du « débouché politique » du mouvement altermondialiste devient un leitmotiv jusqu'à présent assez peu argumenté. Je reprendrai pour ma part une partie de l'argumentaire de Philippe Corcuff : notre ambition est que nos idées soient au pouvoir et Attac ne peut que se féliciter que se développe une compétition entre forces politiques pour traduire ses préoccupations. Attac s'efforce de faire vivre un autre rapport à la politique par l'éducation populaire et par l'exploration pluraliste d'un nouveau projet d'émancipation. La politique en effet ne relève pas du monopole des partis. Toutefois

la politique électorale et institutionnelle demeure leur domaine spécifique.

Les prochains forums sociaux, européen à Londres en octobre 2004 et mondial à Porto Alegre en janvier 2005 seront porteurs de ce débat, tout comme les discussions en cours sur « la nouvelle dynamique pour Attac ».

**Pour notre comité local**, l'heure est plus que jamais au renforcement des convergences entre les principales composantes du mouvement social. Structurer notre activité autour de trois axes (mondialisation, Europe et rapports nord sud, travail et protection sociale, environnement, consommation et économie solidaire), poursuivre l'effort en matière de formation (après les formations sur l'Europe et la dette du tiers monde), redynamiser les réunions mensuelles et consacrer davantage de débat à la vie interne du comité, telles sont les priorités pour la rentrée. Le Café citoyen du 9 septembre y sera consacré.

**Mais nous n'oublierons pas que l'Europe « sociale »** poursuit sa marche : passage de 35 heures à 40 heures par semaine sans compensation salariale chez Siemens en Allemagne, discussion au sein de la Commission européenne de la directive sur « le pays d'origine » qui aggrave au sein de l'Union européenne l'AGCS, publication d'une décision du Conseil constitutionnel consacrant la primauté du droit européen sur la Constitution française, discussion au parlement français de la loi sur l'assurance maladie, vote de la privatisation d'EDF-GDF, etc.

Aussi l'action pour « une autre Europe » va-t-elle demeurer au centre de nos préoccupations pour construire un large rassemblement contre la ratification du texte proposé par les chefs d'État et de gouvernement.

**Bernard Lagune**

## **Nos RENDEZ-VOUS**

**Arles, 25 - 28 août**

Université d'été d'Attac

**FACE AU NÉO-  
LIBÉRALISME :  
RÉSISTER, RIPOSTER  
ET CRÉER** ▶ p. 2

Secrétariat : 01 41 58 17 52  
Bulletin d'inscription sur :  
<http://www.france.attac.org>



La fameuse « presse à laminer le social » de Gilles Meuriot

**Judi 9 septembre**

Réunion mensuelle

**café citoyen  
« LA RENTRÉE  
D'ATTAC »**

**19 h. au Ligourès**

**Maison des associations  
avenue de l'Europe**

◀ édit

## Université d'été d'Attac Arles, 25 - 28 août

### FACE AU NÉO- LIBÉRALISME : RÉSISTER, RIPOSTER ET CRÉER

Cette université est l'un des volets de l'action d'Attac en tant que mouvement d'éducation populaire, à côté d'autres initiatives : édition

de brochures, de livres, conférences-débats, etc. L'objectif est de donner aux membres de l'association des bases suffisantes pour devenir, eux aussi, des «contre-experts» ne s'en laissant pas conter par le discours néolibéral dominant.

Comme l'année dernière, les différents thèmes (l'État social et le travail, l'environnement; la santé et la protection sociale, les services publics et l'AGCS; la laïcité etc.) seront traités par «filières» sous forme de conférences, sessions de formation, ateliers, tables rondes.

## Quelle nouvelle dynamique pour Attac ?

La notion forte de la dernière CNCL des 26 et 27 juin était celle de projet social, censée regrouper nos alternatives en force de proposition cohérente. Cette dynamique s'inscrit dans une volonté de dépasser nos limites. L'élargissement vers les milieux populaires était le maître mot de cette CNCL. Ce thème nous pose de nouvelles questions. Comment nous renforcer dans le mouvement altermondialiste ? Que signifient milieu, éducation, classe populaires ? Quelle place donner à la jeunesse, au sport, au travail, aux luttes contre le chômage et la précarité ? C'est aussi la question du logement social qui se pose cruellement à Aix-en-Provence, et du droit des personnes en général.

La question du « débouché politique » d'Attac annonce de nouveaux rebondisse-

ments d'ici trois ou quatre ans. Les adhérents proches des lieux de pouvoir tâtonnent encore, tout en évitant la récupération des partis existants. De nouveaux chantiers sont en cours. Ainsi le Forum Social Méditerranéen verra sa première édition en juin 2005, tout en posant la question de l'immigration ou de l'histoire coloniale.

Ces nouveaux thèmes ne doivent pas nous égarer. Pour mieux informer, il n'est pas nécessaire de forger des compétences ou savoirs nouveaux à l'intérieur d'Attac. C'est en invitant d'autres responsables d'associations ou de syndicats que nous pourrons tracer l'ébauche d'une convergence des luttes.

Pour les comités locaux, il est peut-être plus aisé de parler de renouvellement que d'en construire réellement les perspectives concrètes. C'est maintenant qu'il faut se souvenir de notre origine démocratique à tous : les classes laborieuses ! Allons-nous nous plonger dans une querelle des anciens et des modernes ? L'action et les progrès de notre mouvement en dépendent. **T.H.**

## La fabrique de l'opinion thème d'un festival de ciné en juillet 2005

Un nouveau groupe de travail vient de se créer au sein du comité local Attac Pays d'Aix pour organiser le festival de cinéma « Images Mouvementées » prévu du 11 au 16 juillet 2005 aux cinémas Mazarin et Renoir.

Sur le thème « la fabrique de l'opinion », le comité d'Aix, en liaison avec d'autres comités locaux, portera à la réflexion collective les questions suivantes : quelles forces, quelles influences, quelles idéologies, quels pouvoirs contri-

buent à modeler notre perception du monde ? Ces questions seront abordées pendant une semaine avec une programmation riche d'une trentaine de films et de nombreux débats.

En écho au festival, des expositions de peinture et de photos, des lectures, des causeries, des animations musicales et théâtrales auront lieu dans les restaurants et les cafés proches des cinémas. La rue Laroque sera décorée par des plasticiens.

Cinq commissions ont été constituées : régie générale, cinéma, conférences, animations, relations extérieures / communications. Pour participer à l'organisation de ce festival, prendre contact avec le responsable du projet: Dany Bruet (04 42 28 78 03 - 06 03 15 02 74) [dbruet@infonie.fr](mailto:dbruet@infonie.fr)

## Relance du cours d'économie

Depuis trois ans, Renaud Gallimard anime à Aix une initiation à l'économie qui a traité des sujets actuels en passant par l'histoire et les grands théoriciens. Une boucle s'achève et, pour continuer, Renaud sollicite l'avis des participants.

Ainsi, pour la rentrée de septembre, il propose aux intéressé(e)s, anciens et nouveaux, de venir avec des propositions de thèmes, en relation avec les enjeux d'Attac et d'organiser une discussion sur la façon de des aborder ou les traiter.

Pour la nouvelle saison, les cours seront vraisemblablement maintenus les 2<sup>e</sup> mardi de chaque mois à l'annexe du centre social Jean-Paul Coste. Confirmation début septembre avec la date du 1<sup>er</sup> cours de rentrée.

Méline Martin

**Le CA, lieu ouvert.** Le conseil d'administration du comité local d'Aix, rappelons-le, est ouvert à tout adhérent. Il y sera bienvenu, pourra venir avec ses idées, participer aux discussions et même boire un coup. Le lieu et la date du prochain CA seront communiqués à la rentrée.

## BRÈVES

• **OGM** : dans la continuité de la journée nationale du 8 mai 2004, Attac soutient l'action de *Greenpeace* des « détectives OGM » : une action simple et ludique : lors de vos courses dans les magasins, vous repérez les produits mentionnant l'existence d'OGM (étiquetage désormais obligatoire) et vous les signalez à *Greenpeace* ; documentation disponible sur nos stands ou sur le site : <http://www.greenpeace.fr> ; pour un retentissement immédiat, n'hésitez pas, lors d'une « découverte » dans un rayon, à prendre à témoins les clients près de vous et à interpeller les responsables du magasin.

• **PARADIS FISCAUX-FISCALITÉ EUROPÉENNE** : en réaction à la proposition d'amnistie fiscale de Raffarin et dans la continuité de l'action sur la fiscalité européenne de l'épargne (*Lettre aux adhérents* n°31 et 32), nous avons écrit à notre député, Maryse Joissains ; la lettre est sur notre site ou disponible sur nos stands.

• **GENES, TROIS ANS APRÈS** – Le 25 juin a commencé l'audience préliminaire contre 25 policiers mis en cause dans l'intrusion violente de l'école Diaz (un des lieux d'hébergement des participants au contre G8) ; le comité « Vérité et Justice pour Gènes n'entend pas relâcher sa pression. [www.veritaquiustizia.it](http://www.veritaquiustizia.it)

## GROUPES DE TRAVAIL ET CONTACTS

**Environnement** : Danielle PUGLIESE : 04 42 24 16 18  
**Paradis Fiscaux-Taxe Tobin** : Anne-Marie QUETGLAS : 04 42 27 97 94  
**Economie solidaire** : Laurent KRIGER : 04 42 27 19 69  
**Europe** : Noèle JARRIE :

04 42 63 27 05  
**Attac-Jeunes** : Maële DELA-VAUD : 06 72 89 45 98  
**Attac au Jas** : Noèle JARRIE : 04 42 63 27 05  
**Sarté** : Benad LAGUNE : 04 42 21 16 68  
**AGCS/OMC/Services Pblics** ; AnneMarieALARY : 04 42 95 10 84  
**Dette** : Raymonde LAGUNE : 04 42 96 66 46

**Retraites** : Christiane BENLIAN : 04 42 22 7 84  
**Consommer autrement ou mieux consommer** : Laurent KRIGER : 04 42 27 19 69  
**Travail et précarité** : Thibaud HULIN : 06 81 98 2110  
**Cours d'économie** : Méline MARTIN : 04 42 3999 69  
**Festival « Images Mouvmentées »** : Dany BRUET : 04 42 2878 03

# La formation des militants une des priorités d'Attac

Un groupe régional de formation et d'éducation populaire du Sud-Est et de Corse a été créé en janvier 2004 à l'issue d'une réunion des correspondants formation des comités locaux (appelés désormais «ALFEP» : animateurs locaux de formation et d'éducation populaire).

Ce groupe a pour objectif de coordonner et d'organiser des actions de formation et d'éducation populaire au profit de l'ensemble des comités locaux de la région,

en fonction des besoins de ces derniers et en liaison avec le groupe national de formation. Ainsi, cinq formations ont pu être montées au niveau régional, auxquelles d'ailleurs des adhérents d'Attac Pays d'Aix ont pu participer : sur la santé en décembre, les médias en mars, les logiciels libres en avril, l'Europe en mai et la dette en juin (*voir compte rendu ci-dessous*).

Des projets de déclinaisons régionales des formations nationales, sont élaborés

pour l'automne 2004 et 2005 sur l'Europe, l'eau, le développement, etc. D'autres formations sont envisagées, à l'initiative de la région : Consommation / grande distribution, OMC / AGCS, accueil des nouveaux adhérents, pratiques militantes (prise de parole, actions de rue, ...). Prévisions dans la Lettre de la rentrée.

**Anne-Marie Alary**, ALFEP d'Attac Pays d'Aix et membre du groupe régional Sud-Est.

Beaucoup de convivialité dans ce stage de formation sur la dette des 5 et 6 juin, organisé par le groupe dette Attac Pays d'Aix/CADTM à Biabaux ! Une très forte motivation des 37 participants, dont un tiers de jeunes, venus de toute la région PACAC (Corse) mais aussi de Paris, Grenoble et Nîmes. La grande majorité en provenance d'Attac, mais beaucoup avec une double casquette Attac/CADTM ou Survie, Agir ici, Ligue des droits de l'homme, Médecins du monde, Amnesty International, Comité Palestine, Comité Éthique et développement.

Tous étaient là sans aucun esprit de chapelle, pour mieux comprendre les mécanismes de la dette, approfondir l'analyse du processus d'exploitation et de subordination des populations qu'elle représente. Mais tous étaient également venus pour débattre, mettre les arguments pour l'annulation de la dette à l'épreuve de la contradiction, rechercher des alternatives, échanger des expériences, diversifier les modes d'actions, constituer des réseaux.

Les interventions toujours passionnantes et très vivantes de Damien Millet et Éric Toussaint, voix inépuisables et très documentées du CADTM, ont permis d'effectuer une analyse approfondie des problèmes et de répondre aux nombreuses questions, parfois pointues, des participants.

Le week-end a donc été très dense, mais plutôt détendant car le programme prévoyait d'alterner les exposés/débats avec d'autres types d'activités : jeux de rôles, sketches, débat simple, exposé semi théâtral avec projection de transparents. Cette diversité d'approche des problèmes a permis une respiration et ouvert l'imagination vers d'autres types d'interventions.

## À Biabaux on s'prend la tête avec la dette et on rigole avec les sketches !

Le jeu de rôle a réuni quatre groupes, chacun sur un thème différent : Éducation, Santé, Agriculture, Eau. Des cartes argumentées ont été distribuées aux participants. Ce jeu avait pour objectif de nous préparer à affronter la contradiction et repérer nos points faibles. Il nous les a bien montrés : nous sommes si imprégnés d'idées libérales que nous avons plus de mal à jouer le rôle du militant que celui de la Banque mondiale !

Soirée du samedi très diversifiée : Du théâtre avec la mise en scène de la lettre pleine d'humour noir d'un grand chef aztèque indien aux gouvernements européens et un sketch sur les rapports Nord-sud, terminé en manif !

Ensuite des films et une causerie improvisée sur le Venezuela avec Éric Toussaint qui arrivait directement de Caracas. Causerie passionnante qui nous a permis un moment d'échapper à l'intoxication des médias presque tous anti-Chavez.

La journée du dimanche a permis de

confronter les expériences des différents groupes : expos sur la dette, voyage militant au Niger, théâtre (le Procès de la dette), exposés-débat autour de films.

De nombreux participants ont exprimé la volonté d'aller au devant des gens dans les quartiers au cours de manifestations qui interpellent le public et le font participer : idées de caravane de la dette au Niger, bus, festival.

La formation s'est terminée par un débat d'actualité, celui du développement, animé par Renaud Gallimard, toujours à l'écoute. Il semble acquis que l'on ne peut penser le développement indépendamment de la protection de l'environnement et de la nécessaire amélioration de la vie quotidienne des populations des pays en développement. Un débat à poursuivre.

Donc, un stage très positif qui a permis de redonner à tous du tonus, des idées, des contacts.

**Raymonde Lagune**

• Le groupe dette Attac/CADTM Pays d'Aix assure le suivi du stage. Pour toute la documentation disponible, consulter :

Sur le site d'Aix, une rubrique « dossier » et une autre « groupe de travail » dette et développement :

[http://www.local.attac.org/13/aix/rubrique.php3?id\\_rubrique=34](http://www.local.attac.org/13/aix/rubrique.php3?id_rubrique=34)

[http://www.local.attac.org/13/aix/rubrique.php3?id\\_rubrique=7](http://www.local.attac.org/13/aix/rubrique.php3?id_rubrique=7)

Sur le site du CADTM :

<http://www.cadtm.org>

Ou s'inscrire sur la liste dette et développement d'Aix :

[iocducro@club-internet.fr](mailto:iocducro@club-internet.fr)

## EUROPE

## Alerte aux « paradis sociaux » !

Pendant que les citoyens européens pensent aux vacances ou s'enflamment pour les compétitions sportives, la Commission européenne (CE) élabore, sur proposition du commissaire Bolkestein, « une directive relative aux services dans le marché intérieur », qui reviendrait à y instaurer des « paradis sociaux » à côté des « paradis fiscaux ».

La commission déplore qu'au sein de ce « marché unique » les sociétés de services se heurtent à de multiples difficultés pour s'implanter ou fournir des services dans un autre pays de l'Union. Il faut « simplifier » la vie de ce secteur qui représente 70% du PIB et de l'emploi dans l'UE. Il faut donc « éliminer les obstacles à la liberté d'établissement des prestataires de service et à la libre circulation des services au sein des États membres » (EM). Pour ce faire et au moment

où arrivent dix nouveaux membres dont les législations fiscales, sociales et environnementales sont les plus laxistes, l'UE va **renoncer au principe d'harmonisation pour le remplacer par le principe du pays d'origine**. « Un prestataire de service ne doit être soumis qu'à la loi du pays dans lequel il s'établit et non à la loi du pays où il fournit le service. »

C'est le pays d'origine, où le prestataire aura installé son siège social (une boîte aux lettres?), qui contrôlera ce prestataire et les services qu'il fournit. Pour la CE, ce « principe du pays d'origine repose sur un niveau élevé de confiance mutuelle entre les pays », et « responsabilise » le pays d'origine en l'obligeant à assurer un contrôle efficace des prestataires installés sur son territoire !

**Quand on sait comment** certains pays accordent et contrôlent des « pavillons de complaisance », et que l'on connaît les disparités entre États membres, on peut plutôt considérer cette directive comme une incitation légale à déplacer les sièges sociaux vers les pays les plus laxistes en matière de législation.

Et puisque le droit à la concurrence surdétermine tous les autres droits, les EM vont devoir « expurger » de leur législation toutes les dispositions nationales « superflues » relatives à l'exercice d'une

activité sur leur territoire : critères territoriaux, de résidence, de nationalité, limites quantitatives, quotas d'installation (pharmacies), interdiction de publicité pour les professions réglementées (médecin, avocat). La CE estime « qu'une révolution culturelle est nécessaire » !

Cette directive s'applique à tous les « services non fournis directement et gratuitement par les pouvoirs publics ».

Approuvée par tous les membres de la CE, cette directive est actuellement l'objet de réunions de travail des représentants permanents des EM. Malgré les inquiétudes et doutes de certains EM, la CE veut achever cet examen avant fin juillet sous présidence néerlandaise.

À part le parti socialiste belge qui a donné l'alerte et la Confédération européenne des syndicats qui a manifesté sa vive préoccupation concernant l'application du « principe du pays d'origine », peu de voix se sont élevées contre ce projet. Et pourtant il ne fera que nous enfoncer davantage dans un modèle qui nivelle par le bas les régimes de protection et ne recherche que la rentabilité.

**Jean et Michelle Fourny**

• Le projet de directive (86 pages) est sur le site de l'UE :

[http://www.europa.eu.int/comm/internal\\_market/fr/services/services/index.htm](http://www.europa.eu.int/comm/internal_market/fr/services/services/index.htm)

## SANTÉ

## Les alternatives ne manquent pas

Créé en avril 2004, le collectif aixois « Tous ensemble pour une sécurité sociale solidaire et le droit à la santé pour tous », réaffirme le principe de double solidarité par une contribution à hauteur des revenus et une prise en charge en fonction des besoins. Il demande le remboursement des soins à 100%, l'égal accès aux soins pour tous, une véritable politique de santé (prévention, éducation et santé publique, politique publique du médicament), une démocratie sanitaire.

Après la tenue des états généraux de la Santé à Paris en avril, et quel que soit le résultat de l'examen de la loi à l'Assemblée nationale, la deuxième journée prévue en septembre a pour objectif de maintenir un esprit de résistance.

Car il existe des solutions alternatives. Par exemple :

- Transformer notre système de soins en un véritable système de santé (prévention, éducation, santé publique prenant en compte le vieillissement de la population, les conditions de travail, de vie, les véritables facteurs de risques des maladies chroniques, les pollutions diverses...);
- Redonner de l'efficacité à l'hôpital public et de proximité, remettre en cause le paiement à l'acte et les dépassements d'honoraires en développant des centres de santé, décroiser l'hôpital et la médecine de ville en multipliant les réseaux de santé où les organismes mutualistes rempliraient leur rôle ;
- Mener une nouvelle politique du médi-

cament avec un grand pôle public de recherche et de développement du générique ;

- En finir avec les subventions et les financements publics au secteur privé lucratif

Améliorer le financement de l'assurance maladie par le remboursement des dettes patronales ;

- Rééquilibrer par des mesures de justice sociale les rentrées de cotisations en augmentant les cotisations patronales ;

- Mettre en place un processus de démocratie participative avec le retour des élections des représentants des assurés.

**L'accès aux soins pour tous est un droit humain fondamental reconnu dans la constitution. La santé n'est pas une marchandise, ensemble mobilisons-nous, avec le collectif et le groupe santé Attac !**

**Francine et Claude**